



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1342

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Régis Juanico, pour le groupe Socialistes et apparentés.

M. Régis Juanico. Monsieur le Premier ministre, pourquoi vous obstinez-vous à rogner le pouvoir d'achat des Français les plus modestes ? *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes SOC et LR.)*

Le Président de la République, qui a annoncé ce matin des mesures cosmétiques, dit préférer la taxation des carburants à celle du travail. Mais en même temps, les travailleurs sont les premières victimes de la hausse sans précédent des prix du carburant,...

M. Fabien Di Filippo. Rendez l'argent !

M. Régis Juanico. ...qui s'envolent sous l'effet conjugué de vos taxes et de l'augmentation du prix du baril.

M. Erwan Balanant. Nous suivons la courbe de Ségolène !

M. Régis Juanico. Le ras-le-bol sur le pouvoir d'achat enflé dans tout le pays, la grogne sociale fait le plein et un grand nombre de nos concitoyens s'apprêtent à manifester leur mécontentement. En effet, la seule chose qui n'est pas taxée avec vous, c'est la fortune ! *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes SOC et LR.)*

M. Erwan Balanant. Quelle déception, Régis !

M. Régis Juanico. Après avoir baissé l'aide personnalisée au logement, pénalisant ainsi les foyers les plus fragiles, après avoir augmenté la CSG pour les retraités – qui perdront, en plus, 2 % de leur pouvoir d'achat en raison de la non-revalorisation de leurs pensions dans un contexte d'inflation record –, après avoir gelé le point d'indice des fonctionnaires, le Gouvernement s'attaque à présent à l'exonération de cotisations sociales sur les aides versées par les comités d'entreprises : au-delà de 300 euros, les salariés seront imposables.

Un député du groupe LaREM . C'est faux !

M. Régis Juanico. Ces aides permettent pourtant à 11 millions de salariés d'avoir accès aux vacances, à la culture, aux séjours linguistiques et à l'éducation pour leurs enfants, aux arbres de Noël, à la lecture, au cinéma ainsi qu'aux abonnements dans les salles de sport. *(Mme Laurence Dumont et M. Boris Vallaud applaudissent.)*

M. Erwan Balanant. Ça me désole.

M. Pierre-Henri Dumont. Rendez l'argent !

M. Régis Juanico. Alors que la moitié des Français n'ont pas les moyens de partir en vacances, cette mesure frappera d'abord les salariés les plus démunis,...

Mme Valérie Rabault. Tout à fait !

M. Régis Juanico. ...nombre de ces prestations, qui représentent parfois plus d'un mois de salaire, étant calculées sur des critères sociaux.

M. Pierre Cordier. Il est socialiste, mais il a raison. (*Sourires.*)

M. Régis Juanico. Elle aura des conséquences directes sur l'emploi dans les secteurs du tourisme social et de la culture.

M. Le Maire nous répète qu'avec ce gouvernement, « le travail paie », mais pour récupérer 1,7 milliard d'euros sur le dos des salariés, il n'hésite pas une seconde à revenir sur leurs droits acquis et, dans les entreprises, sur un mécanisme de redistribution de pouvoir d'achat qui a fait ses preuves.

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous cesser de vous attaquer aux droits des salariés ? Quand allez-vous cesser de faire les poches des Français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC et sur quelques bancs des groupes LR et GDR. Mme Bénédicte Taurine applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. (« *Et de l'aéronautique !* » sur plusieurs bancs du groupe SOC.) S'il vous plaît, chers collègues, nous écoutons M. de Rugy.

M. Pierre Cordier. Il n'y connaît rien en économie !

M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Monsieur le député, vous avez commencé votre intervention, et c'est tout à fait normal, en évoquant le mécontentement d'un certain nombre de Français et leur sentiment relatif à l'évolution du pouvoir d'achat.

M. Pierre Cordier. Ce n'est pas une illusion !

M. François de Rugy, ministre d'État. Notre rôle, à toutes et à tous, est d'entendre ce que disent les Français.

M. Jean-Pierre Vigier. Encore faut-il écouter !

M. François de Rugy, ministre d'État. Il est aussi d'expliquer les choix que nous faisons : chacun fait les siens.

En tant que député d'opposition, vous êtes, monsieur Juanico, et c'est normal, plutôt critique à l'égard des choix que nous faisons, et je ne compte évidemment pas sur vous pour nous aider à les expliquer.

M. Pierre Cordier. Ni sur nous !

M. François de Rugy, ministre d'État. Mais nous, inlassablement, nous allons les expliquer. (*M. Jimmy Pahun applaudit.*)

Comme le Président de la République l'a rappelé ce matin lors d'une interview à la radio, et hier dans la presse, comme le Premier ministre et les autres membres du Gouvernement l'ont répété à de nombreuses reprises, nous assumons le choix de taxer davantage la pollution et le carbone pour agir en faveur de la transition écologique et contre le changement climatique.

M. Frédéric Reiss. Vous taxez le travail !

M. François de Rugy, ministre d'État . Mais nous assumons tout autant notre décision d'augmenter les minima sociaux - vous n'y avez pas fait allusion, mais j'espère que vous en parlez aux habitants de votre circonscription -, qu'il s'agisse de l'allocation aux adultes handicapés ou du minimum vieillesse. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. - Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

Mme Marie-Christine Dalloz. Et la hausse de la CSG ?

M. Stéphane Peu. Et la désindexation des prestations sociales ?

M. François de Rugy, ministre d'État . J'espère que vous en parlez afin que ceux qui aujourd'hui ne font pas valoir leurs droits puissent en bénéficier.

De même, nous assumons la décision de moins taxer le travail et d'avoir baissé les cotisations sociales sur les salaires. Les Français pourront donc constater une hausse de leur salaire net. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Sébastien Jumel. Où ça ?

M. Boris Vallaud. Avec la suppression de l'ISF ?

M. François de Rugy, ministre d'État . Enfin, nous assumons la décision de baisser la taxe d'habitation. Là encore, j'espère que vous en parlez aux citoyens de votre circonscription ; j'espère également que vous leur dites que ce n'est qu'un début,...

M. Vincent Descoeur. Vous le payez avec le gazole !

M. François de Rugy, ministre d'Étatque cette baisse de 30 % cette année sera suivie l'année prochaine puis l'année suivante de nouvelles baisses, pour aboutir à une suppression totale de cet impôt pour 80 % des Français. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

Données clés

Auteur : [M. Régis Juanico](#)

Circonscription : Loire (1^{re} circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1342

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 novembre 2018](#)